

Par e-mail :

Le charbon à marche forcée en Inde

Par [Ravi Pinto \(Gondalpur, Jharkhand \(Inde\), envoyé spécial\)](#)

03 novembre 2021

Dans l'Etat du Jharkhand, qui possède la majorité des réserves de charbon du pays, les habitants s'opposent à l'exploitation de leurs sous-sols. Mais de nouveaux projets d'extraction les menacent d'expulsion.

Des dizaines d'hommes se sont donné rendez-vous au pied d'un imposant figuier des pagodes, dans le village de Gondalpur. Certains sont venus à pied, d'autres ont fait le chemin depuis les villages voisins à vélo ou à moto. Assis en tailleur sur le sol, ils se lèvent les uns après les autres pour prendre la parole. Les nerfs sont à vif. Ces villageois ont récemment eu vent des [projets du milliardaire Gautam Adani](#), réputé proche du premier ministre indien Narendra Modi, de transformer leurs bucoliques bourgades en une mine de charbon à ciel ouvert.

Une réunion publique d'information et de mobilisation menée par Shrikant Nirala, le chef du conseil de Gondalpur, et le militant Mithilesh Dangi à Gondalpur, au Jharkhand (Inde), le 16 octobre 2021.

SOUMYA SANKAR BOSE POUR « LE MONDE »

Six villages sont menacés d'être rayés de la carte. Situés à une centaine de kilomètres de Ranchi, la capitale de l'Etat minier du Jharkhand, il faut pour les atteindre s'enfoncer dans la campagne : emprunter de petites routes cahoteuses à travers les rizières verdoyantes et slalomer habilement entre les buffles et les chèvres qui comptent pour la majorité du trafic routier. Selon les estimations, il serait possible d'extraire des terres agricoles et forestières de cette zone quatre millions de tonnes de charbon par an. Le Jharkhand, situé dans l'est du pays et recouvert à 30 % de forêts, possède la majorité des réserves de charbon de l'Inde. Mais pour les populations, cette richesse est une source de malheurs.

Extraire pour ne pas importer

Le groupe Adani, plus gros producteur privé d'énergie thermique en Inde, a remporté l'appel d'offres pour l'exploitation de la mine de charbon dite « Gondalpur » dès le mois de novembre 2020, mais les habitants n'ont appris la nouvelle qu'en juillet 2021. « *Personne n'a jugé bon de les prévenir, ils ont compris ce qui se tramait au détour d'un article publié dans la presse locale* », indique Mithilesh Dangi, un militant venu d'Hazaribagh, la plus importante ville de ce district éponyme, littéralement « *la terre aux mille jardins* ».

Malgré les conséquences sur le climat, le gouvernement veut développer la production domestique de charbon. Après la première vague de Covid-19, en 2020, dans le cadre de son plan de relance placé sous le signe de l'autosuffisance, le gouvernement a mis aux enchères des dizaines de blocs miniers à des fins d'exploitation commerciale, des appels d'offres ont été ouverts aux entreprises privées indiennes et étrangères. Vingt-huit mines ont déjà été vendues à travers le pays, et 88 autres sont actuellement sur le marché.

« Nous sommes d'heureux paysans et nous refusons qu'une entreprise vienne troubler notre mode de vie et mette à mal l'avenir des générations futures. » Shrikant Nirala, le chef de l'assemblée du village

A Gondalpur, tout ce que Mithilesh Dangi sait du projet du groupe Adani, il l'a consigné de sa plus belle écriture dans un vieil agenda de 2018. Installé sur une chaise en plastique vert face à la foule, il débite religieusement les informations qu'il possède. Pour qu'Adani puisse exploiter les richesses du sous-sol de cette région, près de 2 000 familles, appartenant aux catégories les plus défavorisées du pays, devront être déplacées. Parmi elles, plus d'une centaine de familles aborigènes, habitants ancestraux des forêts de l'Inde. Plus de 200 hectares de forêt seront aussi rasés. A lui seul, ce projet accaparera 513 hectares de terres jusque-là relativement préservées.

« *Nous sommes d'heureux paysans et nous refusons qu'une entreprise vienne troubler notre mode de vie et mette à mal l'avenir des générations futures* », lance Shrikant Nirala, le chef de l'assemblée du village. Ici, tous vivent du travail de la terre, comme leurs aïeux avant eux. « *Nous dépendons de l'eau, de la forêt et de la terre* », rappelle Shrikant Nirala, reprenant une expression consacrée en hindi « *Jal, Jungle, Zameen* ». Un homme arborant une petite moustache se lève alors parmi ses pairs. « *Nous avons vu des employés d'Adani venir ici en voiture le 5 octobre, nous les avons chassés, mais la prochaine fois nous ne leur laisserons pas la chance de repartir, ils sont prévenus* », menace Krishna Kumar, un jeune agriculteur du village. Un site de la mine de charbon de Pakri Barwadih (Inde), le 17 octobre 2021, qui n'est plus exploité.

Ces paysans n'en sont pas à leur premier bras de fer. Dans le passé, ils se sont notamment opposés à la venue de Damodar Valley Corporation (DVC), cet opérateur public de centrales thermiques. « *Je me souviens d'avoir passé toute une nuit à l'hôtel de ville d'Hazaribagh pour protester contre DVC, et des employés de l'entreprise nous ont roués de coups* », raconte Kapur Devi, une dame de 71 ans drapée dans un sari couleur safran. C'était il y a près de vingt ans. « *C'est grâce aux terres de nos grands-parents et de nos parents, leur unique moyen de subsistance, que nous avons pu faire des études et que nous sommes capables de regarder vers l'avenir* », renchérit sa petite-fille de 21 ans, Archana Kumari, qui prépare les concours de l'administration.

« Depuis que l'exploitation a commencé, les eaux usées des mines sont déversées dans nos champs et les rivières sont noires. » Un habitant d'un village bientôt évacué

Les populations ne sont pas les seules à s'opposer à ces nouvelles enchères voulues par le gouvernement central à New Delhi. Fin 2020, l'Etat du Jharkhand a déposé un recours devant la Cour suprême indienne, jugeant que cette décision représentait « *une violation des normes environnementales et causerait des dommages irréparables à l'environnement, aux forêts et aux terres* ». La plus haute juridiction du pays n'a pas suspendu les enchères mais elle doit encore statuer sur leur sort, rendant de fait les attributions de mines provisoires.

Au Jharkhand, les conflits entre les populations et les exploitants de minerais sont multiples. Non loin de Gondalpur, sur le bloc minier dit de « Pakri Barwadih », quatre personnes ont ainsi perdu la vie en 2016 sous les balles de la police. Les villageois, en guerre contre le géant public de l'énergie National Thermal Power Corporation, refusaient de longue date d'abandonner leurs terres. Ce drame a mis un terme à la fronde et aujourd'hui les habitants constatent chaque jour les dégâts. « *Depuis que l'exploitation a commencé, les eaux usées des mines sont déversées dans nos champs et les rivières sont noires, même les*

animaux ne veulent plus boire cette eau », indique Ilyas Ansari qui vit à Chepakhurd, un village qui sera bientôt évacué pour que l'exploitation du charbon puisse se poursuivre. Les habitants ont le choix entre être relogés non loin de là, dans une petite ville, et percevoir une compensation financière.

Prêts à mourir pour leurs terres

Les communes proches épargnées par l'extraction n'en paient pas moins un lourd tribut. A Katkamdag, l'or noir arrive des mines par camions pour être chargé sur des trains, afin d'alimenter les centrales du pays. *« Plus de 1 500 camions pleins de charbon traversent le village chaque jour et les champs sont recouverts de 30 centimètres de poussière, empoisonnant les récoltes »*, dénonce Priyanka Kumari, membre de l'assemblée du district d'Hazaribagh, sous le regard de son mari. Le bras de celui-ci est fracturé et en écharpe, stigmate de la dernière manifestation qui a opposé les villageois aux forces de l'ordre, le 10 octobre.

« Dans le cas de la mine de Pakri Barwadih, près de la moitié des normes environnementales et forestières ne sont pas respectées, et de nombreux habitants se sont plaints de compensations non réglées », constate Rahul Choudhary, avocat et cofondateur de l'organisation environnementale Legal Initiative for Forest and Environment, récipiendaire du Right Livelihood Award 2021, plus connu sous le nom de prix Nobel alternatif. *« Nous savons que les mines en activité dérogent de manière flagrante aux règles en vigueur. Peu importe que l'exploitant soit Adani ou des entreprises publiques, le résultat sera le même. La seule différence, c'est que les profits seront privatisés alors que le coût environnemental continuera de peser sur la société »*, prévient l'avocat.

Cela n'aura pas échappé aux habitants de Gondalpura qui connaissent les conséquences de l'exploitation du charbon et le sort des populations déplacées. *« Les mines dévorent les êtres humains, alors que nos terres, elles, nous ont donné la vie, estime Deonath Mahto, le fils de Kapur Devi, la dame en sari. Si nous acceptons de partir, nous perdrons nos champs et il ne nous restera rien. »* Et de conclure : *« Jamais nous n'abandonnerons nos terres, pas même sous la contrainte. »*